



Mardi 1er août 2017

Les grands titres:

- L'ONU encourage le dialogue entre générations pour réaliser les objectifs de développement durable
- L'insuffisance des investissements en faveur de l'allaitement nuit aux nourrissons et aux mères, selon l'ONU
- Au Soudan du Sud, le chef du maintien de la paix de l'ONU prévient que le processus de paix ne peut pas réussir si les combats continuent
- Venezuela : le chef des droits de l'homme de l'ONU réclame la libération immédiate de deux dirigeants de l'opposition
- Dans le nord-est du Nigéria, le chef de l'OIM attire l'attention sur l'une des plus grandes urgences humanitaires du moment
- Au Yémen, chaque jour qui passe est un jour perdu pour s'attaquer aux problèmes urgents de développement (PNUD)

L'ONU encourage le dialogue entre générations pour réaliser les objectifs de développement durable



Les jeunes contribuent à un atelier sur le changement climatique à Iguiwaz, au Maroc. Photo: PNUD / CBA Baptiste de Ville d'Avray

1 août - L'ONU a organisé mardi à son siège à New York un Dialogue entre générations sur les objectifs de développement durable (ODD) afin de favoriser la réalisation de ces objectifs, notamment l'éradication de la pauvreté.

« Le dialogue entre générations est un élément crucial pour atteindre les objectifs de développement durable et une paix durable pour tous, pour construire des ponts afin que différentes générations travaillent ensemble », a déclaré l'Envoyée du Secrétaire général sur la jeunesse, Jayathma Wickramanayake, dans un discours lors de cette réunion organisée par le Département de l'information et des organisations non gouvernementales.

Selon Mme Wickramanayake, il ne faut pas opposer « les jeunes » et « les vieux ». « La solidarité entre générations est essentielle au développement social et, pour cela, nous avons besoin de nouvelles approches en matière d'emploi, d'éducation, et de développement socio-économique », a-t-elle dit.

« Les populations vieillissantes doivent travailler avec des populations plus jeunes pour favoriser des relations et des partenariats intergénérationnels réussis et réciproques, qui seront au cœur de toute société bien intégrée », a-t-elle ajouté.

Selon l'Envoyée du Secrétaire général sur la jeunesse, les partenariats intergénérationnels peuvent être interprétés de



diverses façons.

Il s'agit notamment de partager le pouvoir décisionnel de manière équitable, c'est-à-dire assurer une participation significative des jeunes à la prise de décisions qui affectent non seulement les jeunes, mais aussi la société dans son ensemble.

Il s'agit aussi de reconnaître le droit de participer comme droit humain fondamental, c'est-à-dire impliquer dans les faits les jeunes dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation du travail et des programmes liés aux défis actuels et futurs.

Enfin, il s'agit de combiner les compétences uniques, la perspicacité et l'expérience de chaque génération plutôt que de perdre du temps en prenant en compte ce que chaque génération a et n'a pas.

« Les jeunes et les personnes plus âgées dans cette salle ont la sagesse, l'expérience, l'énergie et les idéaux », a souligné le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dans un message vidéo adressé aux participants de la réunion.

« Nous n'avons pas de partenaire plus important que vous, les organisations non gouvernementales », a-t-il ajouté. « Vous pouvez aider à briser les cycles de pauvreté qui durent depuis des générations et enclencher une véritable transformation qui dure pour les générations à venir ».

« Les Nations Unies s'engagent à travailler avec vous pour un avenir plus paisible, juste et prospère pour tous », a affirmé le chef de l'ONU.

L'insuffisance des investissements en faveur de l'allaitement nuit aux nourrissons et aux mères, selon l'ONU



Maderia, Éthiopie: Elsebeth Aklilu, une travailleuse de la santé qui conseille les femmes et leurs enfants sur les meilleures pratiques nutritionnelles, prend une pause pour allaiter son propre fils de 10 mois. Photo: UNICEF / Christine Nesbitt

1 août - Aucun pays au monde ne respecte entièrement les recommandations en matière d'allaitement maternel, d'après un nouveau rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) publié mardi.

Seuls 40% des enfants de moins de 6 mois sont allaités exclusivement au sein (c'est-à-dire qu'ils ont pour unique alimentation le lait maternel) et seuls 23 pays ont des taux d'allaitement exclusivement au sein supérieurs à 60%, précise le rapport établi en collaboration avec le [Collectif mondial pour l'allaitement maternel](#), une nouvelle initiative visant à accroître les taux d'allaitement maternel à l'échelle mondiale.

Il est prouvé que l'allaitement au sein présente des avantages sur les plans cognitif et sanitaire pour les nourrissons ainsi que pour leur mère. Il est en particulier essentiel pendant les 6 premiers mois de la vie car il contribue à la prévention de la diarrhée et de la pneumonie, deux causes majeures de mortalité chez les nourrissons. Les mères qui allaitent ont un risque réduit de cancer des ovaires et du sein, deux grandes causes de mortalité chez les femmes.

« L'allaitement maternel donne aux nourrissons le meilleur départ possible dans la vie », explique le Directeur général de l'OMS, Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus. « Le lait maternel a l'effet d'un premier vaccin chez le nourrisson; il le protège de maladies potentiellement mortelles et lui donne tous les éléments nutritifs dont il a besoin pour survivre et s'épanouir ».

Le rapport a été publié au début de la Semaine mondiale de l'allaitement maternel, en même temps qu'une nouvelle analyse qui montre qu'il faut investir seulement 4,70 dollars par nouveau-né et par an pour porter à 50% d'ici à 2025 le taux mondial d'allaitement exclusif pour les enfants de moins de 6 mois.

D'après la publication intitulée *Nurturing the Health and Wealth of Nations: The Investment Case for Breastfeeding* (Alimenter la santé et la richesse des nations: les raisons d'investir en faveur de l'allaitement maternel), atteindre cet objectif

permettrait de sauver la vie de 520.000 enfants de moins de 5 ans et pourrait générer 300 milliards de dollars de gains économiques sur 10 ans, grâce à la réduction des maladies et des frais de santé et à la hausse de productivité ainsi obtenue.

« L'allaitement maternel est l'un des investissements les plus efficaces et les plus rentables qu'un pays puisse faire en faveur de la santé de ses plus jeunes habitants et de la santé future de son économie et de sa société », explique le Directeur général de l'UNICEF, Anthony Lake.

Dans cinq des plus grandes économies émergentes du monde – la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et le Nigéria – le manque d'investissements en faveur de l'allaitement maternel se traduit d'après les estimations par 236.000 décès d'enfants chaque année et un manque-à-gagner économique de 119 milliards de dollars.

À l'échelle mondiale, les investissements en faveur de l'allaitement maternel sont beaucoup trop faibles. Chaque année, les gouvernements des pays à revenu faible ou intermédiaire consacrent environ 250 millions de dollars aux programmes d'allaitement maternel et les donateurs ne versent qu'environ 85 millions de dollars supplémentaires.

Le Collectif mondial pour l'allaitement maternel appelle les pays à accroître les financements en vue de faire augmenter les taux d'allaitement maternel de la naissance jusqu'à l'âge de 2 ans et à mettre en œuvre dans son intégralité le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel.

Le Collectif mondial appelle également les pays à mettre en place des politiques de congés familiaux et d'allaitement sur le lieu de travail et à améliorer l'accès à des conseils qualifiés sur l'allaitement maternel dans le cadre de vastes politiques et programmes d'allaitement menés dans les centres de santé.

Au Soudan du Sud, le chef du maintien de la paix de l'ONU prévient que le processus de paix ne peut pas réussir si les combats continuent



Lors d'une visite au Soudan du Sud, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix (à gauche), s'entretient avec de hauts responsables du gouvernement. Photo ONU/Isaac Billy

1 août - Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, est arrivé mardi à Juba, la capitale du Soudan du Sud, pour une visite de trois jours dans ce pays.

A son arrivée, M. Lacroix a déclaré espérer avoir des discussions avec le Président du Soudan du Sud, Salva Kiir, pour faire le point sur la « situation sécuritaire, le processus politique et sur comment nous pouvons aider à faire progresser ce processus ».

Dès son premier jour au Soudan du Sud, le Secrétaire général adjoint s'est entretenu avec le Ministre des affaires étrangères, Deng Alor. Ce dernier lui a expliqué l'évolution des initiatives en cours pour faire avancer la paix au Soudan du Sud, l'importance de l'initiative du groupe régional IGAD (Autorité intergouvernementale sur le développement)

concernant la revitalisation de la mise en œuvre de l'accord de paix et les efforts menés par les pays voisins, tels que l'Ouganda, pour rapprocher les parties prenantes.

« Nous avons convenu que toutes ces actions et ces initiatives étaient importantes et devaient évoluer en une dynamique positive qui permettrait d'accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix et de favoriser la paix durable dans ce pays », a déclaré aux journalistes M. Lacroix à l'issue de sa rencontre avec le chef de la diplomatie sud-soudanaise.

Le chef des opérations de maintien de la paix a également souligné que ces processus ne pouvaient pas réussir si les combats continuent. « J'ai plaidé que cela était également extrêmement important pour que ce processus de paix ait de meilleures chances de réussir, mais il est aussi très important que les combats se terminent pour que la situation humanitaire de la population s'améliore », a-t-il dit.

MM. Lacroix et Alor ont également discuté de la situation à Abyei – une région qui fait toujours l'objet d'un contentieux entre le Soudan et le Soudan du Sud et où est déployée une force intérimaire de sécurité des Nations Unies (FISNUA). « J'ai rappelé la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'impatience exprimée par le Conseil de sécurité selon laquelle il faudrait progresser dans la mise en œuvre de l'accord entre le Soudan et le Soudan du Sud », a dit le Secrétaire général adjoint. « À cet égard, nous avons convenu que la prochaine réunion de haut niveau - en particulier la réunion, qui si je comprends, se déroulera sous peu entre le Président Kiir et le Président Bachir du Soudan - sera très importante ».

Lors de son premier jour à Juba, le Secrétaire général adjoint a également rencontré le Ministre en charge des affaires gouvernementales, Martin E. Lomuro, et ses collègues du gouvernement sud-soudanais pour discuter des problèmes de sécurité, du processus de paix, des efforts de revitalisation de l'IGAD.

« L'ONU est là pour aider le Soudan du Sud à parvenir à la paix et à aider la population du Soudan du Sud », a déclaré M. Lacroix. « Nous avons souligné le fait que les agences humanitaires de l'ONU font de leur mieux pour aider la population du Soudan du Sud et nous espérons une coopération accrue avec le gouvernement afin que nous puissions avoir accès aux populations en détresse où qu'elles soient », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général adjoint a souligné que la Force de protection régionale (FPR), décidée par le Conseil de sécurité l'année dernière, est en cours de déploiement. « Nous avons déjà des unités qui sont arrivées ici et nous attendons avec impatience que les autres unités se déploient au Soudan du Sud aussi rapidement que possible », a-t-il dit.

Venezuela : le chef des droits de l'homme de l'ONU réclame la libération immédiate de deux dirigeants de l'opposition



Manifestants dans le quartier de La Castellana, dans l'est de Caracas, au Venezuela. Photo [Helena Carpio/IRIN](#)

1 août - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a réclamé mardi la libération immédiate de deux dirigeants de l'opposition au Venezuela et de tous ceux qui sont détenus pour l'exercice de leurs droits à la liberté d'expression et de réunion.

« Je suis profondément préoccupé par le fait que les dirigeants de l'opposition Leopoldo Lopez et Antonio Ledezma aient encore été arrêtés par les autorités vénézuéliennes après la révocation de leur assignation à domicile », a dit M. Zeid dans un communiqué de presse. Il a précisé que le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire considère que la détention de MM. Lopez et Ledezma est arbitraire.

« J'exhorte le gouvernement à libérer immédiatement tous ceux qui sont détenus pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique », a-t-il ajouté.

Le chef des droits de l'homme de l'ONU a aussi regretté qu'au moins 10 personnes soient décédées au Venezuela au cours du week-end dans le cadre de manifestations liées au scrutin pour élire une Assemblée constituante.

« Les enquêtes sur ces décès doivent être menées de manière rapide, efficace et indépendante, avec la pleine coopération du gouvernement », a dit M. Zeid.

Il a également exhorté les autorités à ne pas aggraver encore plus une situation extrêmement instable par l'utilisation d'une force excessive, « notamment des raids violents contre des domiciles par des forces de sécurité qui ont été menés dans diverses régions du pays ».

« Je demande à toutes les parties prenantes de s'abstenir de l'usage de la violence », a dit le Haut-Commissaire.

Dans le nord-est du Nigéria, le chef de l'OIM attire l'attention sur l'une des plus grandes urgences humanitaires du moment



Projet de réhabilitation d'un marché au Nigéria. Photo Julia Burpee/OIM

1 août - Les Nations Unies intensifient leurs efforts pour s'attaquer à la crise humanitaire dans le nord-est du Nigéria avec l'allocation de 10,5 millions de dollars alors que le chef de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), William Lacey Swing, vient de conclure une visite dans la région.

Selon l'OIM, près de deux millions de personnes ont fui leurs foyers dans le nord-est du Nigéria pour échapper aux violences du groupe Boko Haram. Plus de la moitié des personnes déplacées sont des enfants dont 133.000 nourrissons.

« Nous avons vu la souffrance des gens. Nous avons vu leur résilience. Nous avons vu leur courage. Nous avons vu leur patience », a déclaré le Directeur général de l'OIM, William Lacy Swing, lors de la visite qu'il a effectuée dans le nord-est du Nigéria du 28 au 30 juillet.

« Cette crise est en concurrence avec environ huit autres, dont celles de la Syrie, du Yémen et du Soudan du Sud, pour susciter l'attention du monde », a-t-il ajouté.

M. Swing s'est rendu à Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno, qui a vu naître le groupe terroriste Boko Haram et où est basé le programme de réponse d'urgence de l'OIM. Il s'est également rendu dans d'autres villes dévastées par le conflit avec Boko Haram ainsi que le premier camp pour les personnes déplacées de la région.

M. Swing a rencontré le Vice-gouverneur de l'État de Borno avec qui il a discuté de l'accent accru que met l'OIM sur les activités de renforcement des moyens de subsistance pour les Nigériens déplacés.

Dans l'État de Borno, l'OIM a construit des abris faits de bâches pour près de 11.000 familles, soit environ 102.000 personnes. À Adamawa, l'autre Etat dévasté par le conflit, quelques centaines d'autres ménages ont reçu des kits d'hébergement pour agrandir ou réparer leurs espaces d'habitations temporaires.

Avant de se rendre dans le nord-est du pays, M. Swing a rencontré à Abuja le Ministre des affaires étrangères du Nigéria, Geoffrey Onyeama, pour discuter des moyens de prévenir les migrations irrégulières.

10,5 millions de dollars d'aide humanitaire alloués

Selon l'OIM, environ 37.000 Nigériens sont arrivés en Italie par mer l'année dernière et à ce jour, plus de 9.000 d'entre eux ont atteint les côtes italiennes cette année. La plupart d'entre eux entreprennent ce voyage pour trouver du travail en Europe. Mais en 2017, plus de 2.000 migrants sont morts sur la route migratoire de la Méditerranée centrale qu'ils ont empruntée de la Libye vers l'Italie.

« L'idée n'est pas de stopper les migrants. Il s'agit d'essayer de sauver des vies en les conseillant sur les risques qu'ils prennent en mettant leur vie entre les mains d'un passeur », a déclaré M. Swing, expliquant que l'OIM a ouvert l'année dernière un bureau d'information pour les migrants à Agadez, au Niger, pour tenter de convaincre les migrants qui quittent le nord du Nigéria pour la Libye et la mer Méditerranée des dangers auxquels ils seront confrontés.

L'OIM a aidé plus de 1.800 Nigériens à rentrer en sécurité de Libye cette année via son programme de retour volontaire et de réintégration.

De son côté, le Fonds humanitaire pour le Nigéria géré par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a alloué 10,5 millions de dollars pour fournir une aide vitale aux personnes les plus vulnérables dans le nord-est du pays, y compris ceux dans les zones difficiles à atteindre et nouvellement accessibles.

Cette aide financera environ 15 projets différents comprenant l'acheminement d'eau potable, d'abris d'urgence et de services de santé. Environ 8,5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire dans les trois Etats nigériens les plus touchés de Borno, d'Adamawa et de Yobe.

Au Yémen, chaque jour qui passe est un jour perdu pour s'attaquer aux problèmes urgents de développement (PNUD)



Un patient atteint apparemment du choléra arrive à l'hôpital Al Joumhourî à Sanaa, au Yémen. Photo Giles Clarke pour OCHA

1 août - Alors que le Yémen est entré dans la troisième année du conflit, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a qualifié de « très sombre » la situation pour les civils qui subissent de plein fouet les difficultés.

« Il s'agit de la pire crise alimentaire et de la pire épidémie de choléra dans le monde », a rappelé mardi le Directeur du PNUD pour le Yémen, Auke Lootsma, lors d'une visioconférence de presse organisée depuis Sanaa.

Vingt millions de Yéménites (70% de la population) ont aujourd'hui besoin d'assistance humanitaire et le nombre de victimes civiles de cette « crise oubliée » continue

d'augmenter.

« Malgré les efforts infatigables de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, nous ne voyons pas la fin (de ce conflit) », a reconnu M. Lootsma. « Il est clair que la seule solution au conflit est une solution politique », a-t-il ajouté, renouvelant l'appel de l'ONU à toutes les parties à faciliter l'accès humanitaire aux zones affectées par le conflit.

Sur le terrain, le PNUD travaille avec les entités nationales pour retirer les mines et autres engins explosifs dispersés dans le pays. « En 2012, le Yémen était sur le point de se déclarer libéré des mines jusqu'à ce que le conflit éclate. Tout est à recommencer de zéro », a déploré M. Lootsma.

Un pays au bord de la famine

Au Yémen, 7 millions de personnes sont sur le point de basculer dans un état de famine. « 16% de la population ne savent pas d'où viendra leur prochain repas et en même temps les maladies causent davantage de malnutrition », a déploré le responsable du PNUD.

Près de 2 millions d'enfants yéménites souffrent de malnutrition aigüe. « La malnutrition rend les enfants plus vulnérables au choléra et les maladies causent la malnutrition. C'est une combinaison mortelle », a dit M. Lootsma.

La crise alimentaire que traverse le Yémen est le fait des hommes. Elle n'est pas seulement la conséquence de décennies de pauvreté mais aussi le résultat de tactiques de guerre et d'étranglement économique, a souligné le responsable du PNUD.

« 90% de l'alimentation au Yémen est importée », a déclaré M. Lootsma, précisant que les importations sont actuellement faibles en raison des défis financiers d'accès aux lignes de crédits, au problème des banques et l'épuisement des réserves de devises étrangères.

Dans un pays où les vols commerciaux ont cessé depuis l'année dernière, beaucoup d'entreprises se sont effondrées. La distribution alimentaire via la chaîne d'approvisionnement a par ailleurs été interrompue en raison de capacités logistiques sévèrement endommagées. « Même si de la nourriture est disponible sur les marchés, elle est financièrement hors de prix pour beaucoup des familles pauvres », a dit le responsable du PNUD.

L'absence de soins, d'eau et d'assainissement a contribué à la poussée de choléra

M. Lootsma a rappelé que 400.000 cas suspects de choléra ont été enregistrés ces quatre derniers mois au Yémen et que 1.900 personnes sont décédées en raison de l'épidémie.

« Si elle n'est pas nouvelle, la poussée du choléra est due à l'effondrement du secteur de la santé, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en raison des absences de salaires et des infrastructures endommagées », a tenu à préciser le responsable du PNUD.

La moitié des installations de santé du pays ne fonctionnent pas car elles sont partiellement ou entièrement endommagées. « Les docteurs et les infirmières ne viennent pas au travail car ils ne sont pas payés et vont chercher des revenus ailleurs », a dit M. Lootsma.

Depuis septembre 2016, 1,2 million de fonctionnaires yéménites n'ont pas été payés. Le PNUD estime crucial de rémunérer les fonctionnaires travaillant notamment dans le secteur de la santé et de l'éducation. « La fermeture des écoles aura des conséquences à long terme sur l'éducation des enfants », a prévenu M. Lootsma.

Partout dans le pays, les déchets s'accumulent et les installations de traitement de l'eau ne fonctionnent que partiellement par manque d'argent pour alimenter les générateurs en carburant.

« La guerre a tout simplement aggravé la situation »

Le Yémen était historiquement déjà considéré comme le pays arabe le plus pauvre, frappé par la corruption, avec une gouvernance faible et disposant de très peu d'infrastructures. Avant le conflit, les Yéménites vivaient déjà sous le seuil de pauvreté. « La guerre a tout simplement aggravé la situation ».

En partenariat avec la Banque mondiale, le PNUD s'efforce de préserver les capacités d'institutions clés du pays en appuyant des activités de subsistances aux familles pauvres avec un programme 'Travail contre argent liquide' afin de redémarrer les activités agricoles et réparer infrastructures tels que les égoûts, et les réservoirs d'eaux.

Le PNUD a appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts pour soutenir le peuple yéménite. Le Plan de réponse humanitaire d'un montant de 2,1 milliards de dollars n'est à ce jour financé qu'à hauteur de 45%.